

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°4. Mai 2003. Prix : 0,50 €. Soutien : 1 €.

*pour défendre nos retraites,
pour faire reculer ce gouvernement,*

GRÈVE GÉNÉRALE

JUSQU'AU RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PLAN RAFFARIN-FILLON !

Retour aux 37,5 pour tous, public-privé !

*Oui, c'est possible, nous pouvons gagner,
ici, maintenant, tous ensemble, public-privé !*

**Partout, dans nos entreprises, dans nos établissements, à tous
les niveaux, avec les syndicats, unissons-nous !**

**Exigeons que les directions syndicales (CGT, FO, FSU, etc.)
appellent à la grève générale jusqu'à la victoire !**

**Établissons nos revendications en assemblées générales
souveraines ! Élisons nos délégués ! Construisons et fédérons nos
comités de grève à tous les niveaux !**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), récemment constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être appropriés collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitière (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste (para-syndicale) et « démocratiste » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI considère les **différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Tirage et vente du n°3 (avril 2003) : 320 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr Site Internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

POUR STOPPER L'OFFENSIVE DE CHIRAC-RAFFARIN, POUR GAGNER, CONSTRUISONS DANS L'UNITÉ LA GRÈVE GÉNÉRALE

Chirac-Raffarin à l'offensive : avalanche de mesures réactionnaires

Le gouvernement vient de présenter le plan Fillon-Raffarin contre nos retraites : passage de 37,5 à 40 annuités de cotisation pour les fonctionnaires d'ici à 2008 pour une retraite à taux plein ; hausse de la décote par annuité manquante à 3 % ; baisse du traitement net des fonctionnaires en activité de 2,5 % (passage du taux de cotisation de 7,85 % à 10,35 %) ; remise en cause des possibilités de pré-retraites pour les salariés du privé et, à partir de 2008, allongement progressif de la durée de cotisation de 40 à 42 annuités pour tout le monde, public-privé. Naturellement, après les fonctionnaires, tous les salariés du secteur public qui bénéficient actuellement de régimes spéciaux, incluant les 37,5 annuités, verront leurs acquis également mis en cause, comme cela a déjà commencé à EDF-GDF malgré l'opposition de la majorité du personnel. L'application de l'ensemble de ces mesures représenterait pour tous les salariés une baisse des retraites de 20 à 30 %¹. Ces mesures contre nos retraites viennent s'ajouter à une liste déjà longue de décisions réactionnaires :

- Poursuite de la privatisation à Air France, à EDF-GDF et bientôt à la Poste (la hausse des tarifs dans ces deux derniers cas n'ayant d'autre objectif que de valoriser encore ces entreprises publiques, pour mieux les vendre prochainement) ;

- Baisse du taux de remboursement de 600 médicaments de 65 % à 35 %, dans le but de faire de nouvelles économies sur le dos des malades, mais aussi pour justifier l'introduction des assurances privées sur le juteux marché de l'assurance maladie, comme l'exigent les patrons ;

- Mise en œuvre à marche forcée de la « décentralisation », offensive

sans précédent contre la Fonction Publique, mais aussi contre l'égalité de traitement entre tous les citoyens, garantie par le service public : derrière la régionalisation, c'est la privatisation qui avance ;

- Application de la « réforme » ECTS-LMD contre l'enseignement supérieur qui, remettant notamment en cause les diplômes nationaux et par là les conventions collectives, s'efforce de casser l'Université publique pour livrer la jeunesse à l'exploitation, d'abord dans le cadre de stages en entreprises, puis sur un marché du travail ainsi déréglementé (la réforme prévoit, en effet, que les diplômés deviennent locaux, propres à chaque Université, voire individualisés par étudiant, et fondés notamment sur des stages en entreprise « validés » par le patronat) ;

- Plan de suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, par la décision de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux en général, et de supprimer 2 500 postes à la Banque de France en particulier ;

- Licenciement immédiat de milliers d'aide-éducateurs, et casse du statut des surveillants fonctionnaires, remplacé par un contrat précaire conclu au niveau de l'établissement ;

- Lois « sécuritaires » restreignant les libertés publiques et anti-immigrés, dirigées notamment contre la couche la plus exploitée de la population, déjà première victime de toutes ces mesures de régression sociale ;

- Et bien sûr, pendant ce temps, les plans de licenciements et de suppressions d'emplois se succèdent dans le privé (Pechiney, Wanadoo, GIAT Industrie, Bayer Cropscience, LU-Danone, Arcelor, Daewoo, Matra Automobile, Testut-Béthune, Air Lib, Métaleurop, ACT, Palace Parfums, GIAT Industrie, Alstom, etc.), jetant des dizaines de milliers de salariés à la rue, avec l'aval du gouvernement.

Pour les faire reculer, les fédérations et confédérations doivent appeler à la grève générale

Avec un programme aussi brutal contre toutes les catégories de travailleurs, contre l'immense majorité de la population, comment expliquer que ce gouvernement Chirac-Raffarin puisse annoncer tranquillement un tel

ensemble de contre-réformes et son ferme espoir de parvenir à les mettre en œuvre ? La clé du mystère se trouve dans le soutien, ouvert ou masqué, appuyé ou discret, apporté par la plupart des directions des organisations ouvrières à ce gouvernement, dans le droit fil de l'union sacrée forgée derrière Chirac au lendemain du 21 avril 2002, renouvelée et renforcée lors de la mémorable croisade diplomatique du président contre la guerre de Bush (ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui, soit dit en passant, de s'efforcer d'obtenir sa part, évidemment « pacifique », onusiennement réglementée, dans le démantèlement et le pillage de l'Irak).

En particulier, toutes les organisations syndicales ont accepté de participer jusqu'au bout à la concertation avec Fillon, dont l'objectif exprès était pourtant de remettre en cause les retraites. De plus, certains, dans les syndicats, et pas seulement à la C.F.T.C. ou à la C.F.D.T., n'hésitent pas à prétendre, reprenant les affirmations du gouvernement et du patronat, qu'il serait inévitable de « réformer » les retraites en raison de l'évolution démographique. En réalité, les simples gains de productivité annuels permettent sans le moindre problème de financer le retour à 37,5 annuités pour tous, public comme privé — mais à condition de faire payer les patrons². Ou encore : la somme nécessaire (4,5 milliards d'euros) représente à peine plus de 10 % du budget de la défense, qui a justement progressé de 6,1 % cette année, au-delà des discours de notre soi-disant colombe nationale. En fait, par la hausse du chômage et les vagues de licenciements imposées par le patronat avec la bénédiction de Chirac-Raffarin, par la précarisation massive du travail au cours des dernières années, par tous les allègements de « charges sociales » accordées aux patrons (prétendument au nom de la défense de l'emploi), par les suppressions de postes dans la Fonction publique, etc., ce sont les capitalistes et le gouvernement eux-mêmes qui rendent le financement des retraites plus difficile.

² Cf. sur ce point notre article « Quel gouvernement préservera nos retraites de l'avidité capitaliste ? » dans *Le Cri des travailleurs* n°1 (février 2003)

¹ Il ne s'agit cependant pas d'une initiative propre au gouvernement Chirac-Raffarin, mais d'une offensive d'ensemble, lancée par la plupart des gouvernements bourgeois de l'Union Européenne, de « gauche » comme de « droite » (Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Italie, etc.), contre tous les acquis des travailleurs et en particulier contre leurs retraites, sous la pression de la concurrence inter-impérialiste, aggravée par la crise actuelle de l'économie mondiale.

Plus précisément quelles sont les positions des principales organisations syndicales ?

• La CFDT avait annoncé depuis longtemps son accord avec l'allongement à 40 annuités, voire plus, et avec la plupart des mesures voulues par le gouvernement ; aujourd'hui, la direction prétend mobiliser uniquement pour obtenir des « contreparties » à l'allongement de la durée de cotisation et aux autres mesures régressives annoncées par Fillon et Raffarin ! Elle continue ainsi à jouer ouvertement son rôle de syndicat jaune, même si certains de ses secteurs minoritaires, sous la pression des travailleurs, essaient désespérément de la tirer sur le terrain des revendications ;

• La direction de la CGT n'avait eu de cesse, depuis plusieurs mois déjà, dans la continuité de la trahison des dirigeants de la fédération de l'Énergie en janvier, d'empêcher, contre sa base, contre l'avis d'un bon nombre de délégués lors de son dernier congrès, que n'apparaisse la revendication des « 37,5 pour tous, public-privé ! » ; elle avait donné par là un signal très clair au gouvernement quant à sa détermination à tout faire pour empêcher la mobilisation sur des revendications claires unifiant le prolétariat et tous les travailleurs ; la relative fermeté de son discours depuis l'annonce du plan Fillon ne peut effacer ses compromissions des mois précédents, son refus d'exiger le retrait pur et simple du plan Fillon, et surtout cela n'implique de toute façon aucun effort réel pour préparer la grève générale, mais au contraire un effort intense pour décourager et disperser les luttes par des « journées d'action » sans perspective pour les travailleurs ;

• La direction de la CGT-FO, si elle ne se distingue pas essentiellement par sa nature de celle de la CGT, se doit de tenir un langage nettement plus combatif, parce qu'elle est implantée essentiellement dans le secteur public, qui se trouve en première ligne de l'offensive gouvernementale, et doit donc tenir compte de sa base ; toutefois, les déclarations relativement combatives de FO sur la question des retraites (et en particulier l'évocation par Blondel, le 1^{er} mai d'« ouvrir dès à présent la perspective d'une grève générale interprofessionnelle » ou l'appel de la fédération générale des fonctionnaires, en date du 30 avril, à une « grève à partir du mardi 13 mai et pour une durée non limitée jusqu'à présent ») n'empêchent pas que cette confédération ait elle aussi participé jusqu'au bout aux « discussions » avec

le gouvernement en acceptant l'objectif d'une prétendue « réforme des retraites », qu'elle réaffirme encore aujourd'hui ; en outre, elle a accepté de signer des textes soi-disant unitaires qui évacuent en fait les questions essentielles comme l'exigence du retour aux 37,5 pour tous ; et surtout, ses déclarations combatives n'impliquent pas que les dirigeants de FO s'engagent réellement dans la construction de la grève générale, participant à l'atomisation des luttes par son soutien à la tactique bureaucratique des « journées d'action » et autres grèves sectorielles et ponctuelles ;

• Enfin, tout en se prononçant elles aussi, formellement (ce qui ne veut pas dire fermement, bien au contraire) pour les 37,5 annuités pour tous, la direction de la F.S.U., syndicat majoritaire dans l'Éducation nationale, et celle de la F.E.N. font tout leur possible, depuis le début de l'année, pour limiter et atomiser les luttes, refusant d'engager un combat réel contre la « décentralisation », disloquant le mouvement des aides-éducateurs et surveillants, appelant à des « journées d'action » espacées et purement symboliques et refusant aujourd'hui d'exiger purement et simplement le retrait inconditionnel du plan Raffarin-Fillon.

De fait, toutes les organisations, sous la pression de leur base et pour préserver leur nature même d'organisations syndicales, ont été contraintes, dans la dernière période, d'appeler à des « journées d'actions », qu'elles ont bien pris soin de disperser dans le temps (1^{er} février, 18 mars, 3 avril, 1^{er} mai, 6 mai, 13 mai...) et selon les catégories (le 18 mars et le 6 mai étant « réservés » respectivement aux seuls travailleurs du public et aux seuls personnels de l'Éducation nationale)...

Mais il est clair aujourd'hui que ce n'est pas par des journées d'action dispersées et atomisées, usant l'énergie des travailleurs sans la moindre chance de succès, que l'on peut repousser la terrible offensive du gouvernement ; après le récent train de mesures que celui-ci a annoncées, il n'y a plus désormais qu'une seule solution pour le faire reculer, pour le mettre en échec : c'est la grève générale jusqu'au retrait pur et simple des contre-réformes, à commencer par celle des retraites et de la régionalisation, et jusqu'à l'arrêt de la vague de licenciements sans précédent qui s'abat sur les entreprises privées (et aussi dans le secteur public).

Il faut donc que les directions des

principales organisations syndicales ouvrières, à commencer par la première d'entre elles, la CGT, ainsi que la CGT-FO, la FSU, SUD, et toutes les organisations qui affirment leur opposition à la réforme du gouvernement, s'engagent réellement dans la construction immédiate et effective de la grève générale, dans la convocation d'assemblées générales de travailleurs sur les lieux de travail pour définir tous ensemble les revendications et les moyens de la lutte. C'est là la seule voie de la résistance conséquente et réaliste qui s'ouvre aujourd'hui pour que les travailleurs puissent gagner, ce qui est parfaitement possible ici et maintenant¹.

Les travailleurs sont prêts

Ici et là, on entend que, bien sûr, les attaques sont graves (hélas !) mais, que voulez-vous, les travailleurs ne seraient pas prêts à se mobiliser, les conditions ne seraient pas réunies pour la grève générale, et autres balivernes bureaucratiques... Certes, il n'est pas rare de rencontrer chez de nombreux travailleurs un certain pessimisme, produit par des années et des années de reculs, de démantèlement des conquêtes et de crise du mouvement ouvrier lui-même ; mais cela n'a pas pour cause principale un manque de combativité organique de la classe ouvrière et des travailleurs, ni la puissance en soi de la bourgeoisie ; la lutte de classe est affaire de rapports de force ; mais les rapports de force dépendent tout particulièrement de l'orientation et de la puissance des organisations de classe ; or ce sont bien les trahisons éhontées des dirigeants du mouvement ouvrier depuis des années, leur refus de combattre réellement les offensives de la bourgeoisie qui expliquent la

¹ C'est précisément la voie sur laquelle, sous la pression des masses, la centrale syndicale unique autrichienne (OeGB) a dû faire un pas en appelant le 6 mai à une grève générale d'une journée — la première depuis 50 ans — contre la réforme des retraites du gouvernement. Celle-ci consisterait à porter le nombre d'annuités de cotisations de 40 à 45 pour avoir une retraite à taux plein, à modifier la base de calcul des pensions en passant des 10 au 40 meilleures années, etc. : elle conduirait à faire baisser d'environ 20 % les retraites des salariés. Mais, comme en France, les travailleurs doivent faire face à des directions syndicales qui s'efforcent de canaliser leurs luttes, en particulier en refusant d'appeler la grève générale jusqu'au retrait du plan et appelant à des journées d'action dispersées : la prochaine « journée d'action » n'est pas prévue en Autriche avant... le 13 mai !

désorientation, l'affaiblissement et la crise du mouvement ouvrier organisé. Pour les communistes révolutionnaires, rien ne peut exonérer les directions de leurs responsabilités d'hier et d'aujourd'hui.

En fait, la réalité de la crise du mouvement ouvrier — crise de ses directions réformistes, ex-social-démocrate et ex-stalinienne (sans oublier les centristes sclérosés qui leur servent de flancs-gardes) —, n'implique en aucun cas la décomposition de la classe ouvrière elle-même, dont le potentiel de combat est, tout au contraire, intact, prêt à la servir, comme le prouvent les luttes effectives qui viennent ponctuer, presque chaque jour, malgré leur dispersion sciemment organisée par les directions, l'actualité sociale et politique. En effet, dans de nombreux secteurs, la mobilisation des travailleurs dans la dernière période, a été très importante : sans parler des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui sont descendus dans la rue pour dire non à la guerre en Irak, rappelons que les mobilisations pour la défense des retraites, revendication unificatrice pour l'ensemble des travailleurs salariés du public et du privé, ont connu de réels succès croissants : nous étions 100 000 le 1^{er} février, 500 000 le 3 avril, des centaines de milliers le 1^{er} mai. En outre, on a compté près de 80 % des travailleurs en grève à EDF-GDF lors de la mobilisation contre la liquidation du régime de retraite et la marche à la privatisation, une grève très suivie à la SNCF et à la RATP le 3 avril, une grève à 50 % des postiers à Paris le 28 avril contre la suppression de la deuxième tournée, les cadences accrues et la suppression de 25 % des emplois. La mobilisation se développe dans l'Éducation nationale, où les personnels de toutes catégories construisent le mouvement à la base, en l'absence d'appel national des organisations syndicales désunies, avec des grèves de plusieurs jours dépassant les 50 % dans diverses académies, comme à Bordeaux et en Seine-Saint-Denis. À la Réunion, où les organisations avaient appelé dans l'unité à une manifestation centrale, les travailleurs ont répondu en masse, défilant à plus de 20 000, dans des départements où leur effectif total de l'Éducation Nationale s'élève à 18 000 personnes... Dans l'hexagone, la mobilisation croissante dans l'Éducation a obligé la plupart des fédérations à appeler à une grève générale ponctuelle le 6 mai. Enfin, le secteur privé a également connu

d'importantes mobilisations ouvrières contre les plans de licenciements rassemblant des milliers d'ouvriers, même si ce fut entreprise par entreprise, donc sans autre effet que le découragement des combattants. Par exemple, les travailleurs d'ACT ont lutté longtemps et durement, organisant plusieurs manifestations à Angers avec leurs syndicats CGT, FO et CGC pour exiger aucun licenciement, contre la fermeture de l'usine. De même, 4000 salariés de GIAT ont manifesté à Paris, le 16 avril, à l'appel de toutes les organisations syndicales contre les 3730 suppressions d'emploi (sur 6250) et la fermeture totale de deux sites. À Dreux, 400 travailleurs ont défilé le 17 mars contre les licenciements et la délocalisation de l'usine Philipps-EGP et ont décidé de créer un comité intersyndical CGT-FO pour préparer une manifestation nationale à Paris pour « interdire les licenciements »

Tous ces mouvements de fond, ces mouvements de classe, montrent que les travailleurs sont prêts à se mobiliser, et qu'ils ne regrettent qu'une chose : c'est de se mobiliser dans des mouvements isolés, comme tels voués à l'échec ; au-delà des trahisons, tergiversations et autres jérémiades des appareils, les travailleurs aspirent à l'unité de secteurs et des organisations pour faire triompher leurs revendications.

Comment faire sauter le verrou ?

Il s'agit donc d'imposer aux directions syndicales qu'elles appellent à la grève générale de tous les travailleurs, dans l'unité. Mais les communistes révolutionnaires ne sauraient se contenter de l'exiger, car elles feront tout pour refuser de répondre à cette aspiration profonde de la classe ouvrière et de tous les travailleurs salariés. Ils doivent donc, sans attendre, intervenir dans leur entreprise, dans leur établissement, pour contribuer à construire la grève, avec tous ceux qui y sont prêts, et en convaincant tous ceux qui attendent que d'autres commencent pour s'y mettre à leur tour.

Dans ce but, il convient tout d'abord de faire la plus grande clarté sur les revendications et sur les perspectives. L'exigence du retrait inconditionnel du plan Fillon et du retour aux 37,5 pour tous public-privé, du maintien de tous les avantages acquis en matière de retraites et de la revalorisation des retraites pour tous sont les revendications fondamentales, intangibles, de la classe ouvrière et de

tous les travailleurs conscients. Or, si le choix du gouvernement (au vu de signaux donnés par les principales directions syndicales) d'essayer de tout faire passer d'un coup en mai-juin, sans laisser le moindre « grain à moudre » à ces directions, les a mises dans l'obligation d'appeler à une journée d'action le 13 mai, il est clair que le cadre de cette « journée d'action » ponctuelle ne saurait être considéré comme satisfaisant, puisqu'il repose sur la confusion sciemment organisée des revendications et l'appel à des journées dispersées (13 mai, 19 mai, 25 mai...). Or les travailleurs ne veulent pas se mobiliser pour se mobiliser, sans objectif clair, en vain : ils sont prêts à se battre, mais pour gagner sur leurs revendications claires, nettes et précises. Ils ne sont pas prêts non plus à être manipulés par toutes ces organisations qui essaient d'ores et déjà de dévier les mobilisations contre les mesures du gouvernement Chirac-Raffarin-Fillon en leur donnant comme cadre celui des « Forums sociaux » et de manifestation « altermondialiste » convoquée à l'occasion du G 8 à Evian. Bien sûr, chacun est libre d'aller à Evian ou ailleurs, et d'y aller sur la ligne de son choix¹ ; mais à tous ceux qui affirment vouloir lutter contre « le libéralisme », il faut répondre fermement que la lutte contre « le libéralisme » n'est pas une abstraction, c'est d'abord et avant tout la lutte contre les mesures destructrices prises par notre propre gouvernement capitaliste, ici et maintenant ; c'est la lutte pour le retrait pur et simple des réformes du gouvernement Chirac-Raffarin. C'est donc vers Matignon, immédiatement, et non vers Evian, à la fin du mois, que doit converger la mobilisation unitaire de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs conscients, des jeunes révoltés et de leurs organisations.

Bien entendu, il n'est possible d'exercer la pression nécessaire sur les directions des organisations syndicales, et de forger l'unité des travailleurs et de leurs organisations, que si l'on aide les travailleurs, partout

¹ Pour leur part, les militants du Groupe CRI estiment qu'il est nécessaire de combattre politiquement contre le néo-réformisme des Forums sociaux et des « altermondialistes », qui prônent une illusoire « démocratisation » des institutions impérialistes, une vaine « humanisation » de la mondialisation capitaliste, manipulant ainsi toute une frange de la jeunesse révoltée et déçue par les organisations traditionnelles. C'est sur cette orientation qu'il s'adressera aux manifestants qui défilèrent à Evian.

où c'est possible, à commencer par les secteurs qui ont connu les principales mobilisations de ces derniers mois, à définir leurs revendications précises (toutes leurs revendications) et à construire sur cette base des comités unitaires de mobilisation et de grève. Ce n'est, en effet, que de cette manière qu'ils pourront contrôler leur propre mouvement, participer à son extension, le relier à celui de tous les autres secteurs. Ces comités doivent émaner des assemblées générales souveraines de travailleurs, élire des délégués mandatés et révocables, sur la base d'un mandat précis, aussi bien sur les revendications que sur les actions à mettre en œuvre, à commencer par l'exigence de la grève générale interprofessionnelle. Les comités intégreront naturellement toutes les organisations syndicales et politiques qui soutiennent les revendications, sans autre préalable que les revendications nettes et précises collectivement définies par les travailleurs.

Pour construire ces comités de grève, les travailleurs ont donc à lutter : a) contre ceux qui prétendent opposer les comités de grève aux syndicats, opposition qui ne peut aboutir qu'à la division et par conséquent à la défaite ; b) contre ceux qui affirment que l'élection de délégués mandatés et révocables par les assemblées générales est secondaire parce que, ce qui compte, c'est « le mouvement » ; c) contre ceux qui s'opposent à la création des comités unitaires de grève, sous prétexte qu'ils s'opposeraient aux syndicats — en réalité, parce qu'ils seraient dirigés par d'autres qu'eux-mêmes ; d) contre ceux qui refusent de combattre dans le mouvement réel des masses, avec ses forces et ses faiblesses, sous prétexte que les directions traîtres y jouent un rôle important et s'efforcent de manipuler

GUERRE EN IRAK

QUELLES SONT LES CAUSES DE LA DÉFAITE ? — BILAN ET PERSPECTIVES

Une défaite pour le peuple irakien, donc pour les peuples et les travailleurs du monde entier

En moins de trois semaines, les troupes anglo-américaines ont donc réussi à emporter aisément la victoire militaire dans leur guerre d'agression contre le peuple irakien, et instaurent désormais leur protectorat sur un pays qu'elles ont réduit au chaos. Il aura
Le CRI des travailleurs n°4, mai 2003.

les travailleurs, et en particulier contre ceux qui préféreraient mettre en place leur propre réseau diviseur de « comités », sous prétexte que les comités unitaires ne les satisferaient pas.

Enfin, il est absolument nécessaire de tout mettre en œuvre pour que les comités de grève se fédèrent à tous les niveaux, dans chaque secteur comme au niveau interprofessionnel, au niveau local (dans chaque quartier, chaque ville, chaque département) comme à l'échelle nationale.

Telle est l'orientation sur laquelle interviendront dans la lutte de classe les militants du Groupe CRI, en proposant les revendications (unitaires et particulières) suivantes :

• **Retrait inconditionnel du plan Raffarin-Fillon !**

• **Retour aux 37,5 pour tous public-privé, et donc abrogation des décrets Balladur ! Ne touchez pas au code des pensions des fonctionnaires et à tous les régimes spéciaux !**

• **Non aux fonds de pension, abrogation de la loi Fabius sur « l'épargne salariale » !**

• **A bas la décentralisation ! Aucun transfert de fonctionnaires d'État aux collectivités territoriales !**

• **Aucune suppression de postes de fonctionnaires ! Aucun licenciement d'« emploi-jeune » ! Création de tous les postes de fonctionnaires nécessaires ! Maintien du statut des MI-SE !**

• **Non aux privatisations,**

défense des services publics, renationalisation sous le contrôle des salariés des entreprises privatisées !

• **Abrogation des décrets ECTS-LMD contre l'Université publique !**

• **Aucun licenciement ! Occupation et nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises qui licencient !**

Antoni Mivani

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?

Vous vous retrouvez dans ce journal, vous voulez en discuter ?

ALORS
CONTACTEZ-NOUS !

06 64 91 49 63

groupecri@free.fr

DEMANDEZ NOTRE
PROGRAMME CRI !

CHAQUE MOIS,
ACHETEZ, LISEZ, DIFFUSEZ,
CONTRIBUEZ À AMÉLIORER
par vos remarques, vos critiques,
vos articles

Le CRI des travailleurs
Journal du Groupe CRI

fallu y mettre les grands moyens, recourir aux méthodes de la barbarie la plus sophistiquée : une armada de 300 000 hommes suréquipés et déterminés à organiser un véritable massacre, un déluge de bombes les plus modernes, des dizaines de milliers de morts au moins parmi les Irakiens (30 000 au minimum parmi les seuls soldats, selon l'état-major américain), une stratégie de terreur systématique

contre les civils, l'utilisation massive de bombes à fragmentation, la destruction d'infrastructures majeures, à commencer par l'eau et l'électricité, l'organisation délibérée et systématique de la pénurie d'eau potable dans les villes occupées, la destruction d'habitations, d'usines et de bâtiments publics, le pillage de biens publics, notamment de l'Université et du musée de Bagdad,

organisé, encouragé ou toléré par les troupes américaines, etc. Et l'on en apprend tous les jours sur les horreurs de cette guerre, qui se poursuit, en particulier avec l'apparition du choléra, sciemment organisée par la destruction des infrastructures sanitaires du pays.

Pourtant, à chaque avancée de l'armée impérialiste, dans chaque ville tombée, l'hostilité des Irakiens à l'envahisseur s'est manifestée immédiatement sous des formes diverses, malgré le chantage terrible qui leur a été imposé, puisque les envahisseurs impérialistes n'ont pas hésité à les obliger, sous peine de se voir privés d'eau et de rations alimentaires, à les remercier devant les caméras de télévision aux ordres pour les avoir « libérés ». Et, depuis la chute de Bagdad et le début de l'occupation totale du pays, les manifestations, les jets de pierre et de toutes sortes d'ustensiles, les insultes, les crachats contre les soldats américains qui quadrillent les quartiers sont quotidiens, au point que l'armée d'occupation tire régulièrement sur les manifestants ou même sur des passants, comme à Mossoul, comme à Falluja, où 13 à 20 personnes, parmi lesquelles plusieurs enfants, ont été abattues le 28 avril au cours d'une fusillade qui a duré vingt minutes et qui s'est acharnée sur la foule en fuite et sur les blessés.

Dès lors, comment expliquer une défaite si rapide, presque sans combats, du peuple irakien, qui est une nouvelle défaite pour tous les peuples et les travailleurs du monde ? Bien évidemment, il ne s'agit pas de nier la gigantesque infériorité militaire des Irakiens, à commencer par l'incommensurable sous-équipement de l'armée, qui n'a jamais pu être reconstituée après sa destruction de 1991 et plus de douze ans d'embargo. Cependant, la principale cause de la défaite ne sont pas militaires. Elles sont politiques, et elles ne peuvent être comprises que si l'on se situe sur le terrain de l'analyse de classe.

Trahison de la classe dirigeante irakienne et des classes dirigeantes arabes

Si la résistance armée a été réelle et héroïque à certains moments (notamment fin mars-début avril) et en particulier dans certains endroits (comme par exemple à Bassora et lors des trois premiers jours de l'invasion de Bagdad), il est clair qu'elle n'a pas été aussi importante qu'elle aurait pu et dû l'être, notamment dans la

capitale. Indéniablement, on a assisté en direct à la capitulation sans combat, manifestement négociée avec l'envahisseur, de la classe dirigeante irakienne (composée d'une bourgeoisie à demi débile socialement et politiquement, d'une forte bureaucratie d'État et de propriétaires fonciers), soi-disant nationale, organisée dans le parti Baas, qui a régné pendant trente ans en faisant payer au peuple l'indépendance nationale, acquise par l'expropriation de l'impérialisme britannique et la nationalisation du pétrole, du prix de la dictature affreuse de Saddam Hussein et de ses sbires, longtemps soutenus par les impérialistes de tout poil, à commencer par la France et les États-Unis. Après s'être enrichie effrontément par le pillage de son propre peuple pendant trois décennies (même pendant l'embargo imposé par l'O.N.U.), après avoir ruiné l'économie nationale par une guerre contre l'Iran, la classe dirigeante d'Irak n'a pas su et n'a pas voulu combattre l'intervention impérialiste, préférant fuir avec armes et bagages pour les uns, se rendre lamentablement sans combat pour les autres, se reconverter plus ou moins discrètement au service de l'occupant pour les seconds couteaux, hier « nationaux », désormais compradores¹. On sait maintenant que les armes que, avant la guerre, le parti Baas affirmait distribuer aux habitants, ne l'ont en fait été qu'au compte-goutte, c'est-à-dire aux partisans sûrs du parti unique, dans le cadre d'une tactique visant à faire croire au peuple que l'on maîtrisait la situation, plutôt que dans l'objectif de préparer effectivement la résistance. De la même façon, les quelques milliers de combattants arabes étrangers qui se sont rendus en Irak pour aider leurs frères à se battre

¹ De fait, les cadres du parti Baas sont les premiers à être recyclés par les envahisseurs américains dans la nouvelle « organisation » du pays, à commencer par la police. Comme nous l'écrivions avant la guerre dans *Le Cri des travailleurs* n°2, « nous devons soutenir et encourager la résistance unitaire des travailleurs irakiens et kurdes en armes contre l'invasion impérialiste, mais en les appelant à ne compter que sur leur propre organisation et sur leur indépendance à l'égard de Saddam Hussein et de tous leurs dirigeants milliardaires, bourgeois et propriétaires fonciers. Ces derniers, qui exploitent et oppriment le peuple, préféreront renoncer à toute indépendance nationale plutôt que de perdre leurs positions sociales ; dès que les impérialistes occuperont le pays, ils entreront massivement dans la collaboration ouverte. »

contre l'armée impérialiste se sont vu refuser les armes par les chefs de l'armée baasiste, et se sont retrouvés pris au piège d'un complot les livrant pieds et poings liés à l'envahisseur du pays qu'ils étaient venus défendre. Et maintenant, chaque jour, des stocks d'armes, soigneusement dissimulés et inutilisés, sont découverts par les soldats américains, qui prouvent que la résistance armée aurait pu être beaucoup plus importante qu'elle ne l'a été, si le parti Baas avait décidé qu'elle le fût. Ce n'est donc ni l'acceptation par le peuple irakien de l'invasion impérialiste, ni sa capacité de résistance, qui expliquent la défaite, mais c'est la trahison de la bourgeoisie et de la bureaucratie irakiennes, dont les mêmes intérêts propres qui leur faisaient opprimer le peuple hier, les ont poussées à l'abandonner sans défense aux massacreurs impérialistes aujourd'hui.

De leur côté, les classes dirigeantes arabes des pays du Moyen-Orient et du Maghreb avaient signifié à Bush qu'elles laisseraient carte blanche à son armée pour envahir l'Irak — interdisant ou réprimant, pour preuve, les manifestations populaires contre la guerre qui se multipliaient dans leurs propres pays et qui exigeaient qu'un soutien politique et militaire soit apporté au peuple irakien. Les peuples du Moyen-Orient ont ainsi été empêchés de venir en aide à leurs frères d'Irak, ils se sont heurtés frontalement à leurs propres classes dirigeantes collaborationnistes, pour qui le mythe de la « nation arabe » n'est chanté officiellement, les jours de fête, que pour mieux masquer leur allégeance compradore à l'impérialisme¹.

Une fois de plus, il est ainsi prouvé que les bourgeoisies sous-développées socialement et politiquement, organiquement liées aux seigneurs féodaux, des pays coloniaux et semi-coloniaux, ne veulent ni ne peuvent lutter contre l'impérialisme, défendre leurs propres pays, assurer leur propre indépendance nationale. Une fois de plus, il est prouvé que seul le peuple travailleur, sous la direction du prolétariat, s'il était appuyé par le prolétariat des pays impérialistes, pourrait combattre réellement contre l'impérialisme, contre le néo-colonialisme, pour l'indépendance nationale pleine et entière.

¹ Cf. notre article « Soulèvement des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord contre la guerre et le pouvoir », dans *Le Cri des travailleurs* n°3 (avril 2003).

Les directions des organisations ouvrières des pays impérialistes sont les principales responsables de la défaite irakienne

Mais la principale responsabilité de la défaite du peuple irakien doit être cherchée hors du Moyen-Orient, à commencer par notre propre pays : pour les communistes révolutionnaires internationalistes, il doit être bien clair qu'elle incombe avant tout aux directions des organisations ouvrières des pays impérialistes (flanquées des courants centristes²), qui ont trahi une nouvelle fois la cause de la classe prolétarienne internationale et des peuples du monde, en refusant d'engager le combat pour la défense de l'Irak agressé par l'impérialisme, le combat pour l'organisation par tous les moyens, c'est-à-dire par la grève générale, de la lutte contre la marche à la guerre, puis pour la défaite de l'impérialisme³. Une fois de plus, les bureaucraties politiques et syndicales du mouvement ouvrier ont signifié aux impérialistes que leur prétendue « opposition » à la guerre n'irait pas plus loin que l'organisation de quelques manifestations purement symboliques, pacifistes, en fait crypto-impérialistes (le plus souvent placées sous les auspices de l'O.N.U. et du prétendu « droit international », quand ce n'était pas de personnages comme Chirac !). Une fois de plus, ils ont refusé d'organiser la lutte réelle contre les gouvernements impérialistes fauteurs de guerre, que ceux-ci constituent ou soutiennent ouvertement la coalition militaire (États-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, etc.), ou qu'ils fassent semblant (comme la France, l'Allemagne et la Russie), de la désapprouver en proposant d'autres moyens pour parvenir à la même fin (le désarmement de l'Irak et

² Cf. sur ce point notre article « Comment aider à la mobilisation anti-guerre ? Quelques remarques sur les lignes de la L.C.R., du P.T. et de L.O. », dans *Le Cri des travailleurs* n°2 (mars 2003).

³ Cf. *Le Cri des travailleurs* n°3 ; notons que, en France, le Groupe CRI a été l'une des seules organisations à avoir pris cette position (ainsi que, notamment le Groupe bolchevik, les militants qui se réclament de la Fraction Trotskyste-Stratégie Internationale et, de manière plus discrète, la « Fraction » de LO, vertement dénoncée d'ailleurs par la direction pour avoir osé soutenir une telle position) ; cette orientation de principe, programmatique depuis Lénine, inscrite dans le programme de la IVe Internationale, est absente de la presse des organisations soi-disant « trotskystes » comme la L.C.R., le C.C.I.-P.T. et L.O.

Le Cri des travailleurs n°4, mai 2003.

l'instauration d'un protectorat impérialiste dans ce pays riche en pétrole, mais surtout base d'une nouvelle configuration programmée de la présence impérialiste au Moyen-Orient)⁴. Ce faisant, les agents de la bourgeoisie impérialiste qui dirigent et manipulent les travailleurs et leurs mobilisations ont prouvé une fois de plus qu'ils soutenaient de fait l'impérialisme contre le peuple irakien et contre la cause du prolétariat et des opprimés de tous les pays. C'est donc à eux qu'il faut s'en prendre, ce sont eux, avant même la technique militaire américaine, qui sont les principaux responsables de la défaite irakienne.

Le peuple irakien a perdu une bataille, il n'a pas perdu la guerre

Le devoir des communistes révolutionnaires internationalistes est de soutenir désormais tout pas du peuple irakien dans la voie de la résistance à l'envahisseur impérialiste, pour le départ inconditionnel des troupes d'occupation, pour la reconquête de la souveraineté nationale, intégrant le droit du peuple kurde opprimé à disposer de lui-même (droit utilisé aujourd'hui de manière frauduleuse par des cliques « kurdes » mafieuses qui se sont associées aux envahisseurs impérialistes). Mais les faits viennent de montrer une fois de plus que ce combat a pour condition l'organisation indépendante des travailleurs sous la conduite du prolétariat, la construction de syndicats, de partis et de milices d'autodéfense qui leur soient propres, et qui leur permettent de développer leur conscience de classe, de faire l'expérience de la lutte de classe, d'échapper à la manipulation islamiste réactionnaire, que les impérialistes encouragent et utilisent aujourd'hui pour dresser les fractions du peuple irakien les unes contre les autres et « justifier » ainsi leur mainmise sur le pays, au nom du maintien de l'ordre. Les faits viennent de montrer encore une fois que, comme tous les mouvements de libération nationale au

⁴ Rappelons la farce sinistre à laquelle nous assistons au Conseil de sécurité de l'O.N.U., où l'impérialisme américain exige la levée de l'embargo contre l'Irak afin de pouvoir maintenant exporter à son gré le pétrole dont il a pris le contrôle, tandis que l'impérialisme français, toujours au nom du « droit international », voudrait que la levée de l'embargo soit subordonnée à la mise en place d'une administration agréée par l'O.N.U. — en clair à l'attribution aux entreprises françaises d'une part de gâteau que Bush refuse de leur octroyer pour se venger de Chirac...

stade impérialiste du capitalisme, la nouvelle guerre de libération nationale qui est désormais nécessaire, ne pourra être qu'une guerre sociale, une guerre de classe contre l'impérialisme, mais aussi contre la semi-bourgeoisie traître, corrompue et impuissante. C'est pourquoi le combat pour la reconquête de l'indépendance est inséparable du combat pour chasser les propriétaires fonciers, pour la réforme agraire, pour la réappropriation par le peuple, sous contrôle ouvrier, de la rente pétrolière et des raffineries, pour la reconnaissance des droits démocratiques et sociaux. La réalisation de ce programme exige que le prolétariat, pour forger son alliance avec les paysans pauvres et tous les opprimés de la société irakienne, mette en avant le mot d'ordre de l'Assemblée nationale constituante, d'une Assemblée qui rassemblerait les représentants élus, mandatés et révocables du peuple résistant, et qui pourra ainsi décider en toute légitimité de la forme démocratique et le contenu social de la République d'Irak (et de la République du Kurdistan, indépendante ou fédérée, selon le souhait du peuple kurde). Ce programme, dont la réalisation serait et ne pourrait être qu'un pas décisif sur la voie d'une fédération socialiste des États du Moyen-Orient, doit être proposé à toutes les organisations que la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les travailleurs et les opprimés d'Irak avaient commencé à se donner avant la dictature, et ne manqueront pas de se redonner dans le combat qui les attend. Par conséquent, seule la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste en Irak et de l'Internationale communiste révolutionnaire au Moyen-Orient et dans les pays impérialistes, permettra d'aider le prolétariat et le peuple irakiens à mener à bien les tâches historiques de premier plan qui leur reviennent désormais dans le combat pour la révolution socialiste

Ludovic Wolfgang

DEUX ANS APRÈS LA RÉVOLTE DU PEUPLE, OÙ EN EST-ON ?

La guerre civile et ses causes

L'Algérie connaît depuis plus de dix ans un niveau de violence effroyable. Depuis 1992, plus de 100 000 Algériens ont été tués, des milliers de personnes torturées, et des milliers d'autres ont « disparu ». Des civils sont assassinés par familles entières, sans qu'aucune enquête ne soit jamais menée, aucune arrestation réalisée, aucune intervention entreprise, alors même que des bases militaires et de gendarmerie sont installées près des villages sur lesquels s'abat cette violence sans nom. Et pour cause : il devient évident désormais que l'armée est très étroitement mêlée à ces ratissages et à ces massacres, des témoignages récents, y compris celui d'un ancien officier des troupes spéciales de l'armée algérienne¹, l'ont montré. Des militaires déguisés en islamistes montent des barrages truqués et meurtriers. Il ne s'agit pas de nier l'existence et la violence des groupes islamistes armés qui eux aussi sèment la terreur et la mort. Mais il faut constater que, de plus en plus, les jeunes sont poussés dans les maquis islamistes par le chômage et la pauvreté. Surtout, l'armée infiltre chaque jour davantage ces groupes. Cette armée est aux commandes de l'appareil d'État, et se sert du gouvernement pour dicter sa loi de terreur à la population.

La montée de l'islamisme et la guerre civile qui ensanglante l'Algérie résultent d'un long processus politique, né de la dictature du F.L.N. qui a régné en parti unique depuis la fin de la guerre d'indépendance en 1962, écrasant et réprimant les luttes du peuple algérien. En 1977 déjà, de grandes grèves ouvrières s'étaient dressées contre la clique militaire au pouvoir. Mais c'est surtout en octobre 1988 que la révolte s'organisa, par le soulèvement de la jeunesse et des grèves ouvrières puissantes, parties d'Alger, du secteur de la métallurgie². Les dirigeants syndicaux de l'Union Générale des Travailleurs d'Algérie

(U.G.T.A.), se faisant le rouage du pouvoir, firent tout, alors, pour canaliser le mouvement. La répression fut terrible : plus d'une centaine de morts. Pris de peur face à la montée de la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse, le pouvoir fit des concessions démocratiques (légalisation des partis, convocation d'élections « libres »), et surtout il tenta de s'appuyer sur les islamistes. Le Front islamique du salut (F.I.S.) n'a jamais cessé, en effet, de dénoncer les grèves, y voyant le « terrier des ennemis d'Allah », il a organisé les briseurs de grève et mis sur pied des syndicats jaunes. L'islamisme intégriste s'oppose ainsi frontalement à la lutte de classe, en tentant de détourner le peuple en lutte de ses intérêts pour lui faire espérer le « califat islamique sur la terre », qui passe par l'oppression des femmes et s'oppose à l'émancipation des travailleurs. Sur le fond, sa politique n'a jamais eu pour contenu social que la plus noire réaction.

Néanmoins, le F.I.S. sut, en quelques années, canaliser les aspirations populaires, et conquérir une part importante de la population écueurée par la politique du F.L.N., la pauvreté, le chômage, l'absence d'avenir pour les jeunes. On assista à une montée en flèche du F.I.S., provoquant bientôt un vent de panique dans les hautes sphères du pouvoir et du F.L.N. qui avaient cru d'abord pouvoir le contrôler et s'en servir pour contenir la colère des masses. Après la victoire du F.I.S. au premier tour des élections législatives de décembre 1991, le gouvernement décida d'annuler les élections, de ne pas organiser le second tour, de dissoudre le F.I.S. et d'instaurer l'état d'urgence. C'est cette décision qui jeta le pays dans la guerre civile, qui n'a pas cessé depuis lors, et dont la responsabilité première incombe donc au pouvoir.

Il ne saurait donc être question de séparer l'état de guerre et de violence actuel des raisons économiques et politiques qui l'ont créé. L'armée ne terrorise pas la population algérienne uniquement par cynisme ou goût du sang. Les clans mafieux dans les milieux militaire et gouvernemental maintiennent leur pouvoir par l'horreur qu'ils font régner sur l'Algérie pour mieux s'octroyer et

préserver leur mainmise sur les richesses du pays. Les présidents de la République qui se succèdent et les commandants militaires tout-puissants entretiennent des relations très privilégiées avec les dirigeants de la Sonatrach, la compagnie nationale des hydrocarbures, et forment des clans avides de contrôler l'intégralité de ces ressources. Car gaz et pétrole représentent une manne financière considérable. Des découvertes pétrolières récentes font de l'Algérie un pays aux perspectives particulièrement juteuses, que les cliques militaires s'approprient sans vergogne. Entre 1998 et 2000, les recettes d'exportation des hydrocarbures ont été multipliées par deux. L'armée et le pouvoir en profitent. Seule la rente pétrolière permet de financer l'économie de guerre, au détriment d'une population mise à feu et à sang, plongée dans la misère et le désespoir, et qui, en majorité, ne soutient ni les islamistes intégristes, ni le pouvoir pourri.

Le rôle de l'impérialisme

Mais cette manne aiguisée d'autres appétits, et les impérialismes occidentaux ne sont pas en reste pour se l'attribuer. Richard Jackson, directeur des affaires égyptiennes et nord-africaines du département d'État américain, déclarait il y a quelques années : « *En 1994, l'Algérie est le pays qui a eu les plus importantes découvertes de pétrole du monde. Nous voulons notre part.* » Cela avait le mérite de la clarté. Une entreprise texane, Andarko, s'est récemment implantée dans la région et y a beaucoup investi. Ceci explique sans doute l'attention bienveillante que prête l'administration américaine au gouvernement algérien, et à Bouteflika en particulier. La concurrence interimpérialiste fait rage, notamment depuis que la loi de 1986 a ouvert le champ libre aux compagnies étrangères pour des contrats de partage de la production d'hydrocarbures. La présence en Algérie d'entreprises françaises (Elf, par exemple) explique le soutien total des gouvernements français successifs au régime. Le récent voyage très médiatisé de Chirac en Algérie l'a encore montré : Chirac, flanqué de grands patrons (Total,

¹ Habib Souaïdia, *La sale guerre*, Paris, La Découverte, 2001.

² Notamment de l'immense complexe industriel de Rouiba, dans la banlieue d'Alger, où sont implantées les usines de la Société nationale des véhicules industriels. *Le CRI des travailleurs* n°4, mai 2003.

Michelin, Alstom, Aventis..., ainsi que la Commission « Algérie » du M.E.D.E.F.) a feint d'ignorer qu'on avait empêché par la force les manifestants kabyles d'entrer à Alger ce jour-là, et que les affiches et pancartes des familles de disparus avaient été arrachées par la police. Ici comme ailleurs, Chirac n'a aucun scrupule à aller manifester publiquement son soutien sans faille aux dictatures les plus sanguinaires.

Les pressions impérialistes se font ainsi sans cesse plus fortes pour privatiser entièrement la Sonatrach, et encaisser plus à l'aise les dividendes d'exploitation. Et il ne s'agit pas d'encouragements amicaux. Plutôt de coups de poignard taillant dans la chair de la population algérienne. Car les impérialistes occidentaux tiennent l'Algérie à leur merci, étranglée par la dette contractée auprès des grands organismes financiers internationaux. F.M.I. et Banque mondiale exigent toujours plus de privatisations : les fermetures d'entreprises publiques se multiplient, plus de 500 000 personnes ont été mises au chômage en quelques années. Bureaux de postes, caisses de retraites publiques, caisses d'assurance disparaissent, et la difficulté d'accès aux soins pour la population est de plus en plus grande, alors que les grandes fortunes s'affichent ostensiblement. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre cette politique afin de pouvoir adhérer à l'O.M.C. De leur côté, les travailleurs de tous les secteurs professionnels se sont récemment mobilisés dans une grève générale, très suivie, pour rejeter ces privatisations et cette politique.

De fait, du gâteau financier du pétrole, qui représente plusieurs dizaines de milliards d'euros, la population algérienne ne goûte rien, mais est touchée de plein fouet par le chômage et la misère. La part de la population en situation de « pauvreté absolue » est passée en quelques années de 12 % à 22,6%. Entre 1987 et 1996, les revenus des ménages ont chuté de 36 %. 75 % des jeunes de moins de trente ans sont sans emploi. Le nombre de suicides chez les jeunes et les personnes âgées, réduits au désespoir, ne cesse de croître. De nombreuses familles renoncent à envoyer leurs enfants à l'école. Ces enfants se transforment, par nécessité absolue, en « fouilleurs d'ordures »

dans les décharges publiques. Partout, le manque de logements, d'eau potable, de routes, d'électricité est insupportable, et dans les campagnes, on assiste au retour de certaines maladies depuis longtemps disparues.

La révolte populaire de 2001

Les puissantes manifestations du printemps 2001, parties de Kabylie pour gagner ensuite tout le pays, ont montré la colère et la détermination de la population. Le peuple s'élevait contre la « hogra » (l'humiliation et l'oppression), la misère, le chômage, et bravait ainsi le gouvernement, aux cris de « pouvoir assassin » : la question du renversement de la dictature était ainsi posée.

Mais aucune organisation n'a tenté de relier toutes ces luttes — en particulier les manifestations en Kabylie et les grèves ouvrières dans les secteurs de la sidérurgie, de la mécanique, de l'électricité, de la métallurgie et de l'électronique qui avaient lieu au même moment (cent mille travailleurs ont alors fait grève dans 60 entreprises de 32 wilayas). Aucun parti n'a proposé une véritable perspective politique de rupture révolutionnaire avec le système. Au cours des émeutes en Kabylie, certains ont cru voir dans les *archs* des embryons de démocratie ouvrière et paysanne. Les *archs*, comités de village ou de quartiers, se sont certes constitués à l'origine de manière indépendante des partis rejetés par la population, comme le R.C.D. qui siégeait encore au gouvernement deux semaines après le début de la répression sanglante par celui-ci. La coordination des *archs* ou *inter-wilaya*, née le 8 mai à Béni Douala de la réunion de diverses coordinations locales, résultait cependant d'une grande diversité de situations, parcourant tout l'échiquier politique. Les membres des comités n'étaient pas désignés par vote, sur la base de délégués mandatés et révocables, mais par consensus. Les notables des villages y jouèrent un rôle prépondérant, et firent tout pour canaliser le mouvement de révolte et favoriser un retour à l'« ordre » et au « calme ». En certains endroits, les femmes étaient purement et simplement exclues des comités. Ailleurs, comme à Béjaïa, deuxième

ville de Kabylie, des militants syndicalistes se virent boycottés par des dirigeants des *archs*. Les récupérations politiques y ont été légion et ont contribué à détourner le mouvement populaire de ses objectifs initiaux, de ses revendications qui ouvraient la voie au renversement du pouvoir. Or les dirigeants des *archs* refusaient cette rupture avec la dictature de Bouteflika, et se proposaient au contraire de négocier avec lui. Quant à la direction de la centrale syndicale U.G.T.A., elle n'a rien tenté pour faire le pont entre les différentes luttes. Lors des élections législatives de mai 2002, elle s'est opposée officiellement à l'abstention, pourtant immense dans le pays.

Finalement, la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs algériens n'a donc pas pu aboutir, elle a été violemment réprimée par le pouvoir (il y a eu une centaine de morts et de très nombreux emprisonnés) et surtout elle a été contenue par les appareils des organisations. Il n'en reste pas moins que le peuple a montré son immense potentiel de lutte révolutionnaire. Ce potentiel doit aujourd'hui trouver ses structures de lutte, à commencer par la construction d'un authentique parti communiste révolutionnaire, adoptant le programme de la « révolution permanente » (cf. sur ce sujet l'article suivant), seule voie réaliste pour en finir avec l'impérialisme, avec la guerre et avec le pouvoir bourgeois militaire honni et corrompu. Un tel parti avancerait notamment les mots d'ordre suivants :

**• Impérialistes, hors d'Algérie !
Non au paiement de la « dette » !
À bas les plans d'ajustement structurel
et les privatisations !
Renationalisation sous contrôle
ouvrier des entreprises privatisées !**

• À bas la dictature !

**• Front unique des organisations
ouvrières et populaires (U.G.T.A.,
F.F.S., P.T., P.S.T...), appuyé sur
l'organisation de comités d'usines,
de villages, de quartiers..., pour
organiser la lutte des travailleurs et
des jeunes sur leurs revendications !**

**• Constitution de milices d'auto-
défense du prolétariat et du peuple !**

**• Gouvernement ouvrier et
paysan !**

Laura Fonteyn

NOTE SUR LA POLITIQUE DU PARTI DES TRAVAILLEURS D'ALGÉRIE, ET SUR LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Le Parti des Travailleurs algérien est une organisation sœur du P.T. français, la seule organisation « lambertiste » hors de France qui ait quelque importance nationale. En effet, il s'est développé de manière significative dans les années 1980 et 1990, jusqu'à atteindre plusieurs milliers d'adhérents et une popularité réelle, grâce notamment à sa porte-parole Louisa Hanoune, élue députée pour la première fois en 1997 avec trois autres membres de ce parti. La responsabilité du P.T. en tant qu'organisation qui se réclame officiellement de la classe ouvrière, du socialisme et même du trotskysme, est donc posée de manière primordiale dans la situation que connaît l'Algérie.

Or, depuis le début des années 1990, l'orientation principale de ce parti a été de prôner une réunion nationale de tous les partis algériens, quels qu'ils soient, et de toutes les « bonnes volontés », y compris les « corps constitués de la nation » et les « personnes influentes », pour qu'ils se mettent d'accord, « indépendamment des programmes de chacun », sur l'objectif d'un retour à la paix et à la préservation de la nation algérienne. Certes, dans le contexte actuel, il est primordial de lutter contre le démantèlement de la nation algérienne, contre les privatisations, contre le partage du pays entre d'un côté les « zones utiles », notamment au sud du pays, riches en pétrole et en gaz, bradées aux impérialismes concurrents (notamment français et américain), et, d'un autre côté, les « zones inutiles », fortement peuplées, livrées au chômage, à la misère et à la terreur islamiste et gouvernementale. Mais *qui*, c'est-à-dire *quelle classe sociale* est réellement capable de défendre la nation algérienne, de la défendre jusqu'au bout contre l'impérialisme ? Peut-on réellement combattre l'impérialisme sans lutter dans l'objectif clair et net de balayer ces valets de l'impérialisme que sont les bourgeois et les bureaucrates algériens engraisés par les dividendes des entreprises nationales et par les privatisations, à commencer par les militaires et par les chefs du F.L.N. et des gouvernements compradors qui se succèdent ? Peut-on réellement combattre l'impérialisme sans dénoncer le soutien qu'apportent peu ou prou au gouvernement tous les partis bourgeois et petits-bourgeois et tous les bureaucrates de l'U.G.T.A. (le syndicat unique des travailleurs

algériens) ? Peut-on séparer le combat pour la défense de la nation algérienne semi-coloniale en développant une ligne purement et simplement nationaliste, dépourvue de contenu de classe, privée de toute perspective socialiste ? Peut-on, quand on se réclame du Programme de la IVE Internationale, substituer la ligne de l'union du prolétariat avec la bourgeoisie (« *indépendamment des programmes de chacun* »), à la stratégie de la *révolution permanente*, qui reconnaît au *seul prolétariat*, allié aux paysans pauvres et aux autres travailleurs, la tâche historique de mener jusqu'au bout le combat pour l'indépendance nationale réelle, pour les conquêtes nationales et démocratiques — tâche qui, *pour cette raison*, ne pourra être réalisée sans qu'immédiatement, de manière combinée, soient prises les premières mesures radicales, socialistes, pour arracher le pouvoir et tous les privilèges des mains de la classe dominante, de la bourgeoisie ?

Soyons clairs : pour les militants communistes révolutionnaires internationalistes, l'appel incessant du P.T. algérien à l'union sacrée nationale « pour la paix et la défense de la nation » est une ligne petite-bourgeoise, une ligne de collaboration de classe ouverte qui trompe les masses sur leurs véritables intérêts spécifiques, qui contribue à les empêcher d'accéder à la conscience de classe, en leur faisant croire que la solution à la crise algérienne dépendrait de la « bonne volonté » de chacun et que tout le monde ou presque serait prêt, pour peu qu'on s'y mette tous ensemble, à œuvrer pour le retour à la « paix » et pour la « démocratie ». Mais quelle paix, quand une énorme partie de la population est plongée dans la misère et quand une autre s'enrichit de manière éhontée, en collusion avec les impérialistes étrangers ? La paix avec l'armée et la police (les « *corps constitués de la nation* »), avec les organisations et des politiciens hais, vomis, à juste titre, par la population ? Et quelle démocratie ? La « démocratie » fondée sur le plébiscite présidentiel et les élections truquées, de fait rejetées par le peuple algérien ?

Que dire, en effet, de la participation du P.T. aux élections législatives en mai 2002, au nom de la « défense de la nation », alors que la population, dans la période d'effervescence révolutionnaire qui

avait caractérisé les mois précédents, et pas seulement en Kabylie, dénonçait massivement cette mascarade et avait décidé de boycotter cette mauvaise farce électorale pour exprimer son rejet de la dictature bonapartiste et du clientélisme. De fait, au moment des élections, des milliers de personnes ont alors bloqué routes et voies ferrées, occupé les lieux du vote, brûlé les urnes, affronté les forces de l'ordre et finalement immobilisé l'activité par la grève générale. Plus de 52 % des électeurs se sont abstenus — et jusqu'à 98 % en Kabylie. C'était là un véritable désaveu du pouvoir et de toutes les institutions de l'État, un rejet massif de Bouteflika et de sa politique.

Alors que le P.T. français parle tant du poids de l'abstention en France, il l'a très peu évoquée pour l'Algérie ; de fait, la responsabilité de cette politique est entièrement partagée par la direction de la soi-disant « IVE Internationale » « lambertiste ». Certes, vingt et un députés du PT algérien ont été élus, mais eux aussi sont discrédités. La place d'un parti ouvrier était dans l'organisation, avec la population, du boycott ouvrier des élections, et dans le combat sur une ligne révolutionnaire, socialiste.

Cette ligne de collaboration de classe nationaliste s'inscrit dans le droit fil de l'orientation donnée par Pierre Lambert au travail algérien dès les années 1950, consistant à renoncer au programme du marxisme révolutionnaire et de la IVE Internationale, en déléguant les tâches du parti ouvrier trotskyste à construire à un parti petit-bourgeois nationaliste, le M.N.A. de Messali Hadj — pendant que les pablistes, de leur côté, attribuaient les tâches de la révolution socialiste à la bureaucratie stalinienne et aux P.C. dans le contexte de la « guerre entre le monde impérialiste et le monde stalinien ». Car, au-delà des dénégations et de l'autocritique officielle faite par Lambert dans les années 1960, le P.T. algérien assure dans les faits la continuité du M.N.A. — mais en bien pire, puisque c'est aujourd'hui dans une période où la montée de la révolution a laissé la place aux reculs du prolétariat au niveau international, dont les lambertistes prennent prétexte, ici comme ailleurs, pour justifier leur capitulation face aux tâches imposées par le programme de la révolution permanente.

Nina Pradier

LE CHEVAL DE TROIE IMPÉRIALISTE EN AFRIQUE

Dix ans après la fin officielle de l'apartheid, les bases économiques et sociales de celui-ci subsistent en Afrique du Sud. Arrivé au pouvoir en 1994, l'ANC (African National Congress), sous couvert de commission de réconciliation, n'a jamais remis en cause le pouvoir économique des exploiters racistes blancs, coupables des pires atrocités sous l'ancien régime. Les dirigeants de l'apartheid ont su, comme le leur conseillaient leurs alliés occidentaux, s'adapter plutôt que de mourir : en abandonnant le pouvoir politique au parti nationaliste petit-bourgeois de l'ANC, ils ont pu éviter l'irruption des masses noires opprimées sur le devant de la scène. C'est que la classe ouvrière sud-africaine, la plus puissante et concentrée d'Afrique (du fait notamment de l'importante industrie minière), a cruellement manqué d'un grand parti ouvrier révolutionnaire durant la longue lutte contre l'apartheid, où elle a exprimé sa combativité malgré les terribles répressions. L'ANC et le SACP (Parti Communiste Sud-Africain) se sont toujours efforcés de dissimuler l'existence d'intérêts de classe derrière l'unité nationale pour la libération du peuple noir. La centrale syndicale FOSATU (Federation of South African Trade-Unions), non-raciste, a su caractériser la nature de classe de l'ANC et la dénoncer ; mais il ne s'est pas dégagé d'avant-garde, c'est-à-dire de parti révolutionnaire, capable de continuer ce combat au-delà du niveau syndical. Pendant que la FOSATU défendait syndicalement les intérêts des travailleurs à l'intérieur même du régime d'apartheid, le prolétariat sud-africain, seul capable de rompre avec l'impérialisme et ainsi de réaliser les revendications nationales jusqu'au bout, restait dépourvu de l'outil nécessaire à cette tâche.

Aujourd'hui, l'alliance tripartite ANC-SAPC-COSATU (Congress of South African Trade-Unions, fondé en 1985 après la capitulation des tenants de l'indépendance de classe de la FOSATU), emmenée par Thabo Mbeki, le successeur de Nelson Mandela, dirige un pays où les inégalités sont criantes. La majorité

noire (75 % de la population) vit encore en grande partie dans la misère des townships. Huit millions de personnes, soit 40 % de la population active, sont au chômage. Un Blanc consomme en moyenne 40 fois plus d'eau, ressource rare dans le pays, qu'un Noir. L'Afrique du Sud est aussi le pays le plus gravement touché par le Sida : 5 millions d'habitants (sur 43) sont porteurs du virus. Les pauvres sont les plus touchés, d'autant que le secteur hospitalier public n'offre pas les traitements nécessaires, pénurie organisée par les multinationales pharmaceutiques et le gouvernement ; seuls les plus riches peuvent bénéficier de ces traitements dans les cliniques privées. Fondamentalement, c'est dans la répartition des moyens de production que survit l'apartheid économique. Par exemple, malgré une « réforme agraire », consistant uniquement en la restitution de terres à 40 000 moyens propriétaires noirs chassés durant l'apartheid, 85 % des fermes commerciales restent aux mains des Blancs.

Plutôt que de rompre avec l'apartheid, le gouvernement Mbeki préfère envoyer aux impérialistes les gages de sa « bonne gouvernance ». Ainsi, l'Afrique du Sud s'attache à montrer sa capacité à organiser les sommets sous l'égide de l'ONU (Conférence contre le racisme en 2001, Sommet de la Terre en 2002), et à réprimer violemment les manifestations qui entendent les dénoncer. Le président Mbeki est aussi à l'origine, avec d'autres chefs d'États africains, du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique). Présenté comme une initiative africaine pour sortir le continent de la pauvreté, ce projet, élaboré avec le soutien du G 8, vise en réalité à organiser la poursuite du paiement de la dette et l'ouverture des économies locales aux appétits impérialistes, sous l'égide du FMI et de la Banque Mondiale.

Cette politique se traduit concrètement en Afrique du Sud par une vague de privatisations des services publics. Après la compagnie d'électricité Eskom, c'est l'opérateur téléphonique Telkom qui vient d'être

privatisé. Ces privatisations ont bénéficié bien sûr avant tout aux investisseurs anglo-saxons. Toutefois, une partie non négligeable des parts est revenue aux investisseurs sud-africains noirs, favorisés par une remise sur le prix des actions. Ceci est conforme à la politique d'orientation nationale-bourgeoise de l'ANC qui, pour détourner le combat des masses noires contre un régime économique encore largement dominé par les Blancs, entend renforcer la petite bourgeoisie noire en Afrique du Sud. Mais cela ne peut cacher que, bien entendu, ces privatisations se font au détriment des travailleurs concernés (licenciements) et des usagers les plus pauvres ; alors qu'il prônait le non-paiement des factures par les habitants pauvres des townships avant son arrivée au pouvoir, l'ANC utilise maintenant des moyens policiers et militaires (avec expulsions et coupures des ressources) pour récupérer son « dû » avant les privatisations.

Cette politique du gouvernement ne pourrait être menée sans le soutien (« critique ») de l'ensemble des composantes de l'alliance tripartite. Le COSATU, en particulier, organise régulièrement deux journées de grève générale (trois fois en trois ans), pour abandonner aussitôt après les revendications. D'autre part, la centrale syndicale se refuse à lier ces luttes ouvrières avec les luttes des masses pauvres des townships, en particulier pour le non-paiement des factures. Il est pourtant incontestable que la volonté de combattre existe à l'intérieur du COSATU ; par exemple, le syndicat des travailleurs municipaux SAMWU a arraché des succès réels après trois semaines de grève. C'est pourquoi il est indispensable que les militants du COSATU engagent le combat à l'intérieur de leur organisation pour que celle-ci rompe avec le gouvernement Mbeki au service de l'impérialisme. Mais seul un véritable parti révolutionnaire combattant pour le socialisme pourra aider la classe ouvrière noire à en finir avec l'apartheid, avec la domination blanche et avec l'impérialisme.

Frédéric Traille

ALLEMAGNE

REMARQUES SUR LA POLITIQUE DES ORGANISATIONS « SŒURS » DU C.C.I.-P.T. ET DE LA L.C.R.

Dans notre numéro de mars, nous avons montré que la politique du S.P.D. (parti social-démocrate) depuis son retour au pouvoir en 1998, directement au service du capital, consiste en un démantèlement des conquêtes sociales, aboutissant à détacher de larges couches de travailleurs de leur parti traditionnel. Nous terminions en disant que cette situation offrait des conditions particulièrement favorables à la construction d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste en Allemagne. C'est dans cette perspective que nous voulons ouvrir ici la discussion sur la politique menée en Allemagne par les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, en analysant dans le présent numéro d'une part la politique de l'I.S.A. (Organisation ouvrière socialiste internationaliste, équivalent du C.C.I.-P.T. en France) et, d'autre part, celles de l'I.S.L. (Gauche socialiste internationale) et du R.S.B. (Union socialiste révolutionnaire), qui sont les deux organisations affiliées au Secrétariat Unifié (sœurs de la L.C.R. en France). Nous reviendrons ultérieurement sur les autres organisations qui se réclament de la IV^e Internationale

Des années de domination sans partage du S.P.D. sur la classe ouvrière à l'Ouest et la chape de plomb de la dictature stalinienne à l'Est empêchant toute organisation indépendante de la classe ouvrière, ont contribué à ce que les organisations « troskystes » en général soient aujourd'hui particulièrement faibles en Allemagne ; celles-ci ne comptent chacune pas beaucoup plus de militants que notre Groupe CRI en France...

L'orientation de l'I.S.A.

La politique de l'I.S.A. consiste essentiellement à organiser la « résistance » à la politique de Schröder à l'intérieur du S.P.D. (où ses militants interviennent en fraction), en essayant de regrouper autour du combat pour... « une véritable politique social-démocrate » ! Bref, à la politique « contre-réformiste » de Schröder, qui démantèle les unes après les autres les conquêtes de la classe ouvrière, l'I.S.A., qui est censée être une organisation révolutionnaire, oppose une politique purement réformiste. Conséquence logique de cette orientation, l'I.S.A. n'a pas d'existence publique comme organisation indépendante car, pour mettre en avant une telle politique, elle n'en a pas besoin. Cette orientation revient à renoncer dans les faits à la construction de la IV^e Internationale. Elle ruine l'essentiel d'un travail politique pratique mené le plus souvent sur des positions syndicales élémentaires (défense des conventions collectives, combat pour que les syndicats mobilisent contre la destruction de l'assurance-chômage, appel à des manifestations contre la guerre en Irak, etc.), et gaspille le dévouement des

militants. Or ce n'est ni en fonction des zigzags des secteurs réformistes traditionnels, ni même en fonction de l'état d'esprit actuel des masses, en partie produit par cet appareil, mais en fonction des besoins de ces dernières et des moyens réels de les satisfaire, qu'une organisation trotskyste authentique doit s'orienter, pour élever la conscience politique des travailleurs : c'est là explicitement l'objectif fixé par le programme de la IV^e Internationale.

Après quatre ans de gouvernement S.P.D., l'I.S.A. appelle à voter Schröder

Cette ligne politique a conduit l'I.S.A. à apporter un inadmissible soutien à la candidature de Schröder pour les élections générales de septembre 2002. Pendant quatre ans, le S.P.D. au pouvoir avait pourtant amplement démontré aux masses qu'il était un valet direct et discipliné de la bourgeoisie : hausse du chômage, introduction de fonds de pension, allègements d'impôts pour les patrons et les riches, modération salariale généralisée imposée aux travailleurs, participation de l'Allemagne à des interventions militaires impérialistes pour la première fois depuis 1945, etc. Qu'importe pour la direction de l'I.S.A., qui semble vivre et par conséquent raisonner davantage à la façon des syndicalistes réformistes qu'en communistes révolutionnaires : elle a fixé pour tâche à ses militants de s'adresser, en relation avec d'autres militants du S.P.D. opposés à ce cours « contre-réformiste », à la direction du parti pour lui demander de bien vouloir avoir la gentillesse de changer d'orientation, et de s'engager à faire... une « véritable politique social-démocrate »... Or, suite à un double engagement verbal de Schröder, sur la guerre en Irak et sur les conventions collectives, les militants de l'I.S.A. ont participé en leur qualité de syndicalistes ou de militants du S.P.D. à un appel à voter pour un gouvernement dirigé par le S.P.D. — tout en incluant dans cet appel une série de revendications en contradiction avec la politique annoncée par le candidat Schröder. Comment a-t-elle pu apporter son soutien à une coalition dont elle dit elle-même au lendemain des élections qu'elle « définit son programme fondamentalement dans l'intérêt des exigences dévastatrices de l'impérialisme en crise » (Lettre de l'I.S.A., n°35/36, p. 2) ? Si le programme du gouvernement S.P.D.-Verts, c'est le programme de régression sociale exigé par les patrons, peut-il s'agir de faire pression sur Schröder pour qu'il fasse une politique « plus à gauche » ? Ou bien la satisfaction des intérêts des travailleurs et de la jeunesse n'est-elle possible que par une tout autre politique, une politique de rupture avec les intérêts des patrons et des marchés financiers, une politique révolutionnaire, socialiste ? Il est clair qu'il ne pouvait sous aucun prétexte être question d'appeler à faire battre Stoiber dans les urnes, qu'il

fallait au contraire dénoncer sans relâche la politique de régression sociale menée par le gouvernement S.P.D.-Verts entre 1998 et 2002, politique qui a précisément frayé la voie à Stoiber et ses amis, bref qu'il fallait axer la campagne sur la nécessité de construire un nouveau parti, représentant réellement les intérêts des travailleurs, un parti communiste révolutionnaire.

La politique de l'I.S.A. sur la guerre est elle aussi révélatrice de sa ligne générale de capitulation. D'un côté, l'I.S.A. dénonce à juste titre A.T.T.A.C. et le Forum Social Européen, qui voudraient faire croire aux masses que l'on pourrait lutter contre la guerre dans le cadre de l'O.T.A.N. ou de l'O.N.U., agences des impérialismes sous domination américaine ; et elle se bat sous le mot d'ordre « Non à la guerre, avec ou sans l'O.N.U. ». Mais, d'un autre côté, pour organiser la résistance contre la guerre, l'I.S.A. propose seulement, là encore, de faire pression sur le gouvernement Schröder, au lieu de le dénoncer comme un valet de l'impérialisme allemand qui, comme Chirac, ne s'est évidemment opposé à la guerre que pour ses propres intérêts. En conséquence, elle n'en appelle pas à la mobilisation de classe des travailleurs contre la guerre et contre la politique de Schröder, elle n'ouvre aucune perspective politique réelle, ne se bat pas sur la ligne de la grève générale contre ce gouvernement.

Comme dans toutes les organisations « lambertistes », la contradiction entre l'orientation politique réelle de l'I.S.A. et le programme sur laquelle celle-ci est censée se fonder, est donc totale, et elle condamne les militants sincèrement révolutionnaires que cette organisation compte encore en son sein à n'être qu'un groupe de pression de gauche sur l'appareil du S.P.D. et la bureaucratie syndicale.

L'I.S.L. et le R.S.B.

I.S.L. : les amis de l'ex-parti stalinien

La section allemande du Secrétariat Unifié a connu une crise profonde au début des années 1990, centrée sur l'attitude à adopter vis-à-vis du P.D.S. Cette crise a conduit à une scission entre ceux qui étaient partisans d'entrer au P.D.S. pour y constituer une aile gauche, et qui sont aujourd'hui membres du groupe ISL (Gauche socialiste internationale) et ceux qui, refusant cette orientation liquidatrice, ont fondé en 1994 le R.S.B. (Union Socialiste Révolutionnaire).

Or, qu'est-ce que le P.D.S. ? C'est le successeur du S.E.D., parti de la bureaucratie stalinienne de l'ex-R.D.A., qui pendant 50 ans a opprimé férocelement les travailleurs, les faisant suer à l'usine, leur interdisant toute forme d'organisation indépendante, qu'elle soit politique ou syndicale, et qui a freiné le développement de l'économie planifiée étouffée par la logique bureaucratique, expression de ses

intérêts comme caste sociale parasitaire, portant ainsi des coups terribles au nom du socialisme. Et c'est aujourd'hui, en bonne logique, un parti qui aide la bourgeoisie à liquider tous les restes progressistes de l'économie nationalisée, faisant des Länder de l'Est, autrefois économiquement autosuffisants, une vaste friche industrielle, entièrement dépendante des Länder de l'Ouest. Cette nouvelle et éhontée capitulation du SU devant les héritiers de la bureaucratie stalinienne, signifie de fait, aujourd'hui comme hier, le renoncement à construire la IVe Internationale. L'I.S.L. compte néanmoins encore un certain nombre de militants qui se réclament du communisme révolutionnaire, et auxquels il faut donc montrer que leur organisation les conduit dans une voie sans issue.

HISTOIRE

PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

Cet article, le premier d'une série, se propose de tracer un bref parcours dans l'histoire de la Chine au XX^e siècle. Il s'agira d'aborder l'histoire de la révolution chinoise en tentant de répondre à plusieurs questions : quelles furent les classes sociales en présence et le rôle respectif qu'elles jouèrent dans les processus révolutionnaires qui culminèrent dans les trois révolutions de 1911, 1927 et 1949 ? Quels étaient le programme et la nature du parti communiste chinois ? Quelle fut l'orientation de Trotsky et des militants chinois de l'Opposition de gauche, puis de la IVe Internationale ? Enfin, comment caractériser l'État et le mode de production de la Chine après 1949 ?

La Chine semi-féodale et semi-coloniale à l'aube du XX^e siècle

Au début du XX^e siècle, l'agriculture occupe en Chine les 4/5^e de la population. Mais 10 % des propriétaires et paysans riches détiennent plus de 65 % des terres, tandis qu'une masse très pauvre (70 % des paysans) se partagent de maigres lopins, soit 15 % de la surface arable totale. Les gros propriétaires pressurent fermiers et métayers, tandis que règne la misère. La paysannerie est maintenue dans l'ignorance par l'opium de la religion, empreinte de morale confucianiste, fondée sur un code rigide du comportement, le culte de la famille et des ancêtres, la soumission à tout ce qui est plus puissant que soi-même.

La dynastie Qing, mandchoue, qui règne alors, passe pour étrangère aux yeux de la population, Les véritables détenteurs du pouvoir sont les mandarins, qui dirigent toute la

R.S.B. : une fraction gauche du Secrétariat Unifié

Le R.S.B., quant à lui, semble se construire sur des fondements principaux beaucoup plus sains : il caractérise fermement la bureaucratie stalinienne comme contre-révolutionnaire, il estime qu'il faut avant tout ancrer le parti communiste révolutionnaire dans la classe ouvrière, il a clairement refusé de servir de force d'appoint au P.D.S. aussi bien qu'au S.P.D. lors des élections ; contrairement à la L.C.R. en France, il a mené une campagne de classe contre la guerre, en dénonçant d'abord son propre gouvernement et l'O.N.U. ; il critique violemment la participation de la section

brésilienne du Secrétariat Unifié au gouvernement Lula ; il maintient son existence organisationnelle indépendante.

Bref, la scission de la section allemande du Secrétariat Unifié a conduit à la cristallisation en deux organisations distinctes des orientations incompatibles qui cohabitent d'habitude au sein des sections de cette organisation internationale, notamment à la L.C.R. Cependant le R.S.B. semble ne pas exclure une réunification avec l'I.S.L. ouvertement révisionniste et liquidatrice, et il reste par ailleurs membre du SU, sans en faire une critique ouverte et systématique.

(À suivre.)

Antoni Mivani

hiérarchie administrative, et sont eux-mêmes de très riches propriétaires et usuriers. Les « seigneurs de la guerre » (l'aristocratie foncière armée) dominent quelques grandes provinces, enrôlent des troupes, pillent les paysans et se font la guerre. C'est le triomphe de la corruption généralisée.

La Chine en est d'autant plus aisément soumise à la domination impérialiste. Dans les années 1840-1850 ont été conclus les « traités inégaux », par lesquels la Chine est contrainte d'accueillir des missionnaires chrétiens, et surtout de réserver des quartiers extra-territoriaux, échappant au gouvernement chinois, aux puissances impérialistes. En 1885, face à la France, la Chine renonce au Tonkin puis, en 1895, à l'issue de sa défaite militaire face au Japon, elle perd la Corée et doit payer au gouvernement japonais de lourdes indemnités. Suit une véritable curée des grandes puissances européennes, du Japon et des États-Unis : la Chine est contrainte à des emprunts forcés à taux élevés, à des concessions minières et territoriales, dont la plus grande est Shanghai, devenue internationale et divisée entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La Chine est donc une semi-colonie.

Le début de l'industrialisation et l'apparition du nationalisme bourgeois : création du Kuomintang

Mais cette situation permet le développement l'industrie chinoise. Au début du siècle, la structure industrielle du pays combine un artisanat déjà ancien, spécifiquement chinois (textile, soie, bois, laque, porcelaine) et une grande industrie

capitaliste, essentiellement financée par des capitaux étrangers : industrie extractive, métallurgie, coton et alimentation surtout. Ces capitaux financent aussi des infrastructures (ports, téléphone, chemins de fer...). On assiste parallèlement au développement d'une bourgeoisie chinoise, soit issue de l'ancienne bourgeoisie de la proto-industrialisation, soit une bourgeoisie intermédiaire, instruite, formée à l'étranger. Or une partie importante de cette bourgeoisie nationale se met à faire de la politique. Elle se veut anti-impérialiste et moderniste.

La Chine a longtemps subi son état d'arriération, mais il y a eu des précédents, comme la « révolte des Taiping » (1850-1865), paysans nationalistes et modernistes, dans une Chine du Sud plus instruite, plus ouverte, plus rebelle, puis celle des « Boxers » en 1900. Il y a eu aussi « les cent jours de Kang » en 1898, auxquels la reine mère Ci-Xi, très conservatrice, avait rapidement mis fin, mais qui donnèrent naissance à quarante édits, réformant les écoles, créant l'Université, instaurant un système judiciaire, un réseau postal, un code du commerce modernes, remplaçant les examens confucéens traditionnels par des concours ouverts sur la science... En 1909, les assemblées provinciales furent élues au suffrage censitaire ; la création de chambres de commerce allait quant à elle permettre l'extension de la bourgeoisie moderniste.

Le parti nationaliste (futur Kuomintang) est fondé par Sun-Yat-Sen, médecin de Canton, intellectuel, qui a fait ses études au Japon et aux États-Unis. Ce parti se compose essentiellement, à l'origine, d'une

petite et moyenne bourgeoisie, officiers, intellectuels, étudiants, commerçants, entrepreneurs des grandes villes portuaires. Son programme englobe l'indépendance par rapport aux puissances étrangères, la souveraineté et la démocratie politique, le « bien-être » et la réforme agraire. Mais il n'est absolument pas révolutionnaire et s'oppose à la lutte de classes. Son influence s'étend rapidement dans la nouvelle bourgeoisie et à l'Université, ainsi que dans l'émigration chinoise, qui le finance. Entre 1905 et 1911, il fomenta de nombreux soulèvements : l'un d'eux réussit en 1911 à Wuchang, appuyé par une insurrection des soldats contre le gouverneur général de la région. La République est proclamée. Cette révolte révolutionnaire, mêlant soldats et officiers, étudiants, bourgeois « modernisateurs » et ouvriers, contre la dynastie mandchoue corrompue qui livre le pays aux capitalistes occidentaux, s'étend peu à peu dans les provinces centrales et méridionales de la Chine. Sun-Yat-Sen, qui s'est rallié à la riche bourgeoisie des assemblées provinciales et des chambres de commerce, devient président de la république le 1er janvier 1912 ; mais il est rapidement évincé du pouvoir par la droite du mouvement nationaliste.

Le mouvement du 4 mai 1919

Entre 1911 et 1919, on assiste à une intense fermentation intellectuelle et à une radicalisation de la vie politique. L'Université en est le centre : fièvre de savoir, lecture d'ouvrages occidentaux, découverte du positivisme, du matérialisme, de l'anarchisme... Les journaux, les revues se multiplient. Chen Du Xiu, futur fondateur du parti communiste, brillant intellectuel, professeur à l'Université de Shanghai, dirige *La Jeunesse*, l'un des plus importants périodiques de l'époque, où écrit l'avant-garde intellectuelle et politique.

Or, au printemps 1919, une « Conférence de la Paix » se tient à Paris pour régler l'issue de la Première Guerre mondiale. La Chine y demande que les ex-concessions allemandes confisquées par le Japon lui soient restituées. Mais la conférence refuse : c'est la légalisation de l'agression japonaise. L'humiliation et l'indignation des Chinois débouchent

sur l'explosion nationaliste du 4 mai : manifestations d'étudiants dans le quartier des ambassades impérialistes, grève générale des cours dans les Universités, boycott des produits japonais... Le mouvement, très intense, atteint une vingtaine de villes et gagne les ouvriers, qui se mettent en grève. Tous les protagonistes rejettent le gouvernement et la vieille culture chinoise, accusée de concourir à l'effondrement national du pays.

Naissance du parti communiste

Lénine a envoyé des délégués en Chine dès avant 1919, pensant que les semi-colonies sont des maillons faibles de l'impérialisme, qu'il faut donc y travailler tout particulièrement, afin d'étendre la révolution au niveau mondial. Or, pour un certain nombre d'étudiants et d'intellectuels, le mouvement du 4 mai se prolonge naturellement par l'étude du marxisme, ignoré en Chine jusqu'en 1917 : dans les universités, des groupes d'études marxistes se multiplient. Ils vont bientôt donner naissance au parti communiste chinois : celui-ci est fondé à Shanghai, concession française, en juillet 1921. Le Congrès réunit 12 personnes, qui représentent 57 adhérents, des intellectuels et aucun ouvrier... Chen Du Xiu, qui est l'un des premiers Chinois à s'être rallié au marxisme, est élu secrétaire général. Mao Zedong, bibliothécaire à l'Université de Shanghai, est secrétaire de séance...

Ces intellectuels savent qu'ils doivent absolument se plonger en milieu ouvrier. Or le prolétariat s'est développé en Chine avec le début de l'industrialisation. On compte 1,5 millions d'ouvriers vers 1910. Ils ont commencé à s'organiser spontanément, mettant notamment à profit la relative liberté octroyée par la République en 1911 pour créer des syndicats, principalement à Shanghai, Canton et Hong Kong. On compte une centaine de grèves entre 1895 et 1918.

Entre 1921 et 1924, le PCC se construit à un rythme foudroyant, s'implante dans les syndicats des grandes villes, organise des grèves. Sous son impulsion se tient en 1922, à Canton, le premier congrès national des syndicats chinois, dont les quelque 160 délégués représentent déjà 270 000 travailleurs. Mais le gouvernement et le patronat ne tardent pas à réagir ; la répression s'abat ;

celle de la grève des chemins de fer en février 1923 est violente. Cela entraîne un certain recul du mouvement ouvrier. Les dirigeants du parti et de l'Internationale communiste décident alors un virage stratégique, sous la forme d'une alliance avec le Kuomintang. L'idée est de s'appuyer sur ce parti bourgeois nationaliste progressiste pour développer le parti communiste à la fois en soutenant la cause de la révolution nationale et démocratique chinoise, en bénéficiant d'une certaine « couverture » pour protéger les militants communistes et pour nouer des liens avec les membres les plus progressistes du Kuomintang. De leur côté, les dirigeants de ce parti sont en train d'essayer de conquérir par les armes le pays, dont la plus grande partie leur échappe et est en proie aux exactions des « seigneurs de la guerre » ; ils ont donc un besoin impérieux d'argent et d'armes pour lancer leurs offensives militaires ; dès lors, ils voient dans l'alliance avec les communistes une opportunité pour se développer dans les villes grâce à des militants qu'ils savent dévoués et efficaces, et surtout pour bénéficier d'un appui politique, financier et militaire de la part de l'État soviétique.

Les dirigeants du Kuomintang ne sont pas sots : ils soumettent l'alliance envisagée à une condition impérative ; les communistes ne pourront entrer qu'à titre individuel dans le parti nationaliste, et n'auront pas le droit d'y faire de la propagande communiste. Les dirigeants de l'Internationale communiste, dont le président est Zinoviev (alors allié à Staline dans la lutte contre Trotsky, qui vient de commencer), et qui tend déjà à fonctionner de plus en plus comme un instrument au service de l'État soviétique, demandent au PCC d'accepter la condition imposée par le Kuomintang. L'alliance est donc scellée en janvier 1924, et des accords entre Sun-Yat-Sen et l'État soviétique sont signés (les « accords Sun-Joffé »).

Dès lors, la plupart des militants communistes seront investis à temps plein dans la construction loyale du Kuomintang. Le PCC comme tel, dont les organismes sont formellement maintenus, perd rapidement toute visibilité. Une pareille stratégie ne peut conduire qu'à la décomposition. Et à la catastrophe. C'est ce que nous verrons dans le prochain numéro.

Laura Fonteyn

SOMMAIRE :

Qui sommes-nous ? (p. 2)

France :

Pour stopper l'offensive de Chirac-Raffarin,
construisons la grève générale ! (p. 3 à 6)

Monde :

Guerre en Irak : Les causes de la défaite (p. 7 à 9)

Algérie : Deux ans après les émeutes... (p. 9)

Note sur la politique du P.T. (p. 11)

Afrique du Sud : Cheval de Troie impérialiste (p. 12)

Allemagne : Les organisations « trotskystes » (p. 13)

Histoire :

Problèmes de la révolution chinoise, I (p. 15)